	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

**En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale**

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
<b>Dénomination</b>
Commune de SALINDRES
<b>SIRET/SIREN</b>
213003056
<b>Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)</b>
Mairie de Salindres, Rue de Cambis, 30340 Salindres Mail : urbanisme@ville-salindres.fr Contact mairie : 04 66 85 60 13
<b>Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable</b>
ÉTIENNE MALACHANNE
<b>Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)</b>
Anne-Laure Greffeuille, DGS
<b>Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)</b>
Mairie de Salindres, Rue de Cambis, 30340 Salindres

Mail : dgs@ville-salindres.fr Contact mairie : 04 66 85 60 13
<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))</b>
PLU
<b>2.2 Intitulé du document</b>
Modification simplifiée n°4 du PLU
<b>2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document</b>
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU</b>
Commune de SALINDRES
<b>2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)</b>
Modifications ponctuelles concernant les zones UD et 2AUs <i>Cf Annexe 2 – notice de présentation de la modification</i>

<b>3. Contexte de la planification</b>
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Occitanie approuvé le 30 juin 2022
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du Pays des Cévennes, approuvé le 16 janvier 2014
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
<input type="checkbox"/> le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône Méditerranée Corse (SDAGE RMC), adopté le 18 mars 2022 ; <input type="checkbox"/> le SAGE Gardons <input type="checkbox"/> le contrat de milieux Gardons (deuxième contrat, en cours d'exécution) <input type="checkbox"/> le contrat de milieux de la Cèze (deuxième contrat, en élaboration)
La commune est soumise au Plan de prévention du risque d'inondation (PPRi) du Gardon, approuvé le 9 novembre 2010.

Un PCAET a été approuvé à l'échelle d'Alès Agglomération pour la période 2016-2022. Celui-ci est en révision.

<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
N° Avis : 2017AO5 / 5 janvier 2017
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
L'analyse des incidences a été consulté afin de valider le fait que les objets et les sites liés à la procédure de modification en cours n'avait pas d'impact.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
5 modifications du PLU ont été réalisées
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
16/07/2019, 16/12/2019, 12/03/2021, 03/09/2021, 21/08/2023

<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>
<b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b>
Modification simplifiée
<b>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU</b>
<b>4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)</b>
3 571 habitants (INSEE 2019)
<b>4.2.2 Caractéristiques spatiales</b>

Superficie totale (en hectares – Basé sur le CNIG Géoportail)	881,09 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	328,48	37,3%	328,55	37,3%
zones 1 AU	8,19	0,9%	8,12	0,9%
zones 2 AU	2,08	0,2%	2,08	0,2%
zones A	420,24	47,7%	420,24	47,7%
zones N	122,1	13,9%	122,1	13,9%
Total	881,09	100%	881,09	100%

#### 4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

L'objectif de réduction de la consommation d'espaces agricoles de 50% fixé à l'échelle du SCOT Pays des Cévennes est à nuancer au regard du contexte spécifique de Salindres, où l'application du PIG jusqu'en 2010 a fortement limité la consommation d'espaces.

**Le projet de PLU permettra une réduction de la consommation annuelle d'espaces agricoles d'environ 20%, tout en projetant une redynamisation significative du développement communal.**

L'ensemble des objectifs définis ci-après permettront de concourir aux objectifs de consommation foncière :

- Développement résidentiel = environ 4 hectares à court terme
- Développement économique = maximum 10 hectares
- Développement des équipements (centre de loisirs, extension du cimetière, délocalisation du collège notamment) = maximum 10 hectares, dont les 2/3 seront réservés à l'aménagement d'un parc public.

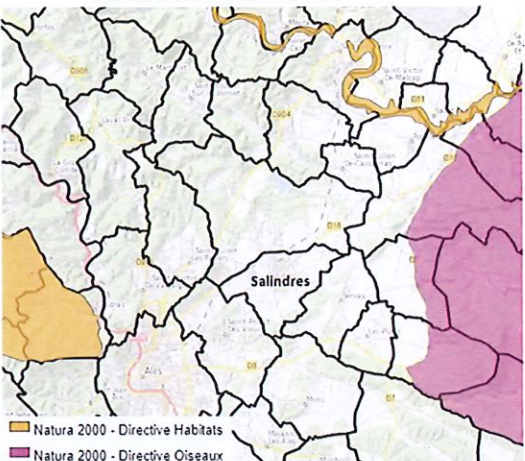


<b>4.3 Caractéristiques de la procédure</b>
<b>4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure</b>
<p>La présente procédure de modification doit permettre la mise en cohérence des éléments suivants au regard des projets communaux (<i>cf annexe 1</i>) :</p> <p>Modification des règlements des zones UD et 2AUs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Evolution du règlement de la zone 2AUs afin d'autoriser les toitures terrasses et les toits à une pente pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</li> <li>• Evolution du règlement de la zone UD afin d'autoriser les toitures terrasses et les toits à une pente pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</li> <li>• Evolution du règlement de la zone 2AUs afin de retirer les obligations en terme de traitement des clôtures pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</li> <li>• Evolution du règlement de la zone UD afin de retirer les obligations en terme de traitement des clôtures pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</li> </ul>
<p><b>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</b></p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p><b>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</b></p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
<b>4.3.4 La procédure a pour objet :</b>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>

Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

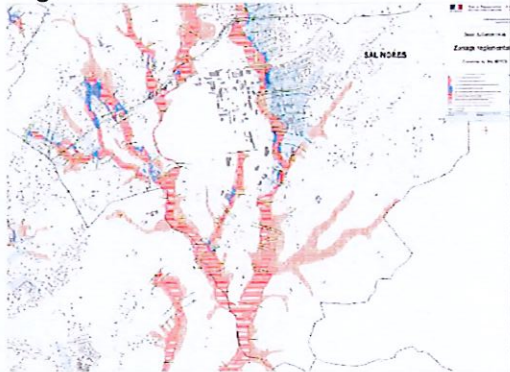
<b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</b>
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b> , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser les effets</b>
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<b>5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure</b>			
<b>5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<b>NON</b> <b>La commune n'est pas concernée par un site Natura 2000.</b> Les sites les plus proches sont localisés à plus de 3 km : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La Zone de Protection Spéciales des Garrigues de Lussan (3,3 km à partir de l'extrémité Est de la commune) &gt; Directive « Oiseaux »</li> <li>- Le Site d'intérêt Communautaire de la Vallée du Galeizon (3,3 km à partir de</li> </ul>

			<p>l'extrémité Ouest de la commune) &gt; Directive « Habitat ».</p>  <p>Les secteurs impactés par la modification sont situés à l'écart de sites Natura 2000</p>
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La commune n'est pas concernée par un site inscrit ou un site classé au titre de la loi de 1930 sur les monuments naturels et les sites.</p> <p>La commune ne compte pas non plus de monuments historiques inscrits ou classés (Loi 1913)</p>
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est soumise au <b>Plan de prévention des risques technologiques (PPRt)</b> lié aux installations de fabrication, d'emploi et de stockages de substances toxiques et très toxiques, solides, liquides et gazeuses exploitées par les sociétés RHODIA OPERATIONS et AXENS présentes sur la commune. Il a été approuvé le 11 août 2014 par arrêté préfectoral.</p> <p><b>Le PPRt vise à préciser les enjeux industriels du site et restreint fortement, au regard de l'ancien Plan d'Intérêt Général, les périmètres d'inconstructibilité.</b></p>



			<p>La plateforme chimique de Salindres occupe <b>100 hectares</b>, à proximité du centre-ville. Les 2 établissements sont soumis à autorisation avec servitudes. Ils relèvent du seuil haut de la <b>directive SEVESO</b> (établissement visé par la directive n°96/82/CE du 9 décembre 1996). Le PPRT définit trois typologies de zones : rouge (zone d'interdiction stricte), bleue (zone d'interdiction sous conditions) et verte (zone de recommandation).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les zones rouges correspondent à une intensité supérieure au seuil des effets létaux significatifs (SELS) pour l'homme.</li> <li>- Les zones bleues correspondent à une intensité des effets toxiques inférieure au seuil des effets létaux significatifs (SELS) sur l'homme. Cette zone n'a pas vocation à accueillir de nouvelles habitations ou de nouveaux aménagements, ouvrages ou constructions.</li> </ul> <p><b>De ce fait, toute construction nouvelle d'habitation est interdite à la fois en zone rouge et en zone bleue.</b></p> <p><b>Seule une partie du centre ancien est concerné e(en plus du secteur d'activités) par le périmètre règlementé. Cf. carte ci-dessous</b></p>  <p><i>Carte du PPRT, source : PLU en vigueur</i></p>
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>La commune est soumise au Plan de prévention du risque</b>

l'article L. 562-1 du code de l'environnement			<p><b>d'inondation (PPRi) du Gardon</b>, approuvé le 9 novembre 2010. Le risque concerne une crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau. <b>L'Avène, ses affluents</b> et leurs abords sont concernés et classés en zone rouge inconstructibles. Le centre-ville et les quartiers alentours situés à proximité du cours d'eau principal sont classés en zone bleue (aléa résiduel principalement). Des prescriptions spécifiques à chaque type de zones sont définies dans le règlement du PPRi.</p>  <p><i>Extrait du PPRi</i></p>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Des entreprises ICPE sont identifiés sur le territoire sans application de périmètre de servitude :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ICPE hors SEVESO : BIOS DEVELOPPEMENT (ex SNF), GIE CHIMIE Salindres, SITA SUD Salindres et VEOLIA EAU (ex SOUREIL ENVIRONNEMENT)</li> </ul>
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>1 site BASOL (anciens bassins de la plate-forme chimique de Salindres) a été recensé sur la commune cependant, aucun ne correspond à un périmètre avec servitude</p>
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>

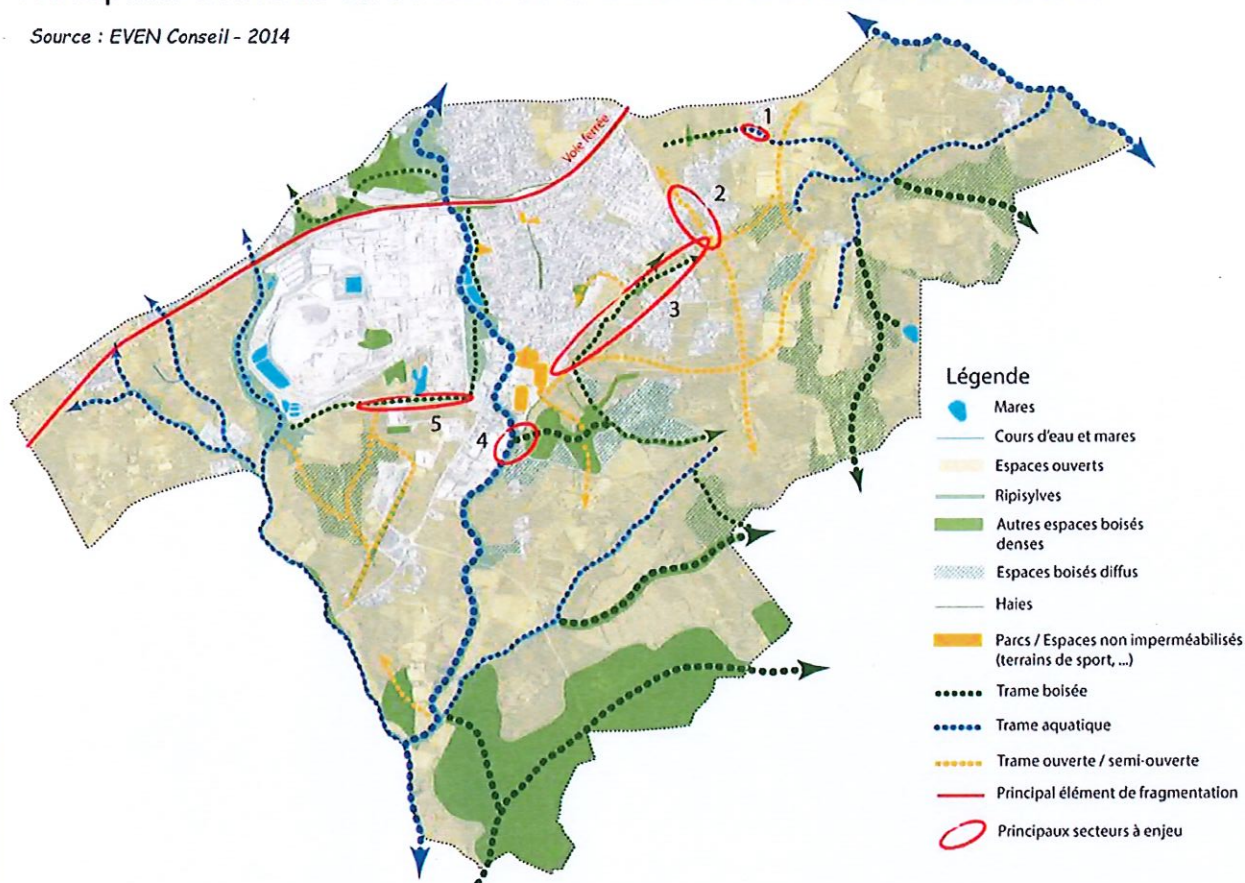
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas de zones humides identifiées à l'actuel PLU
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est concernée par des corridors écologiques et réservoirs de biodiversité identifiés au SRCE approuvé en 2015 et au SCoT du Pays des Cévennes.</p> <p>Le SCoT du Pays des Cévennes identifie sur Salindres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-des «ripisylves à préserver et valoriser» : l'Avène et son principal affluent sur la commune</li> <li>-des «corridors boisés potentiels à préserver»</li> <li>-des «connexions écologiques terrestres et aquatiques» qui traversent le sud-est du territoire (plaine agricole)</li> <li>-des «secteurs d'urbanisation diffuse à maîtriser» (nord-est du territoire)</li> </ul> <p>D'autres continuités d'intérêt plus local ont été identifiées dans le cadre de l'EIE.</p> <p>Ainsi, les éléments constitutifs de la TVB sur Salindres sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un vaste espace agricole, cultivé ou en friche, tout autour de l'agglomération urbaine de Salindres</li> <li>- Les parcs urbains et espaces non imperméabilisés, faisant pénétrer la «nature en ville»</li> </ul> <p><b>&gt; Ces milieux ouverts reliés entre eux constituent la trame «ouverte» du territoire.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un réseau de milieux aquatiques (cours d'eau, zones humides, ...)</li> </ul>

			<p>et leurs ripisylves, encore très bien préservé. Ce réseau quadrille l'espace agricole; l'Avène traverse quant à lui également le secteur urbain de Salindres</p> <p><b>&gt; Il constitue la trame «aquatique» du territoire.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des îlots et espaces boisés diffus, plus ou moins denses</li> <li>- Les collines boisées de la Côte de Béringuier</li> </ul> <p><b>&gt; Ces espaces isolés sont reliés entre eux par un vaste réseau de haies encore existant, auquel participent les ripisylves des cours d'eau. L'ensemble de ces milieux constituent la trame «boisée» du territoire.</b></p> <p>Sur Salindres, la trame verte et bleue est ainsi marquée par une prédominance des espaces ouverts et agricoles et par la présence de nombreux cours d'eau.</p> <p><b>Plusieurs secteurs à enjeu sont identifiés.</b> Il s'agit principalement d'interfaces entre espaces agricoles/ naturels et milieu urbain. Ceux-ci concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-soit de corridors écologiques qui connaissent peu à peu une fermeture et tendent alors progressivement à disparaître ;</li> <li>-soit de secteurs déjà urbanisés traversés par des linéaires végétalisés ou aquatiques d'importance, qu'il est nécessaire de préserver.</li> </ul> <p>Cf. carte ci-dessous</p>
--	--	--	---



## Principaux éléments constitutifs de la trame verte et bleue de Salindres

Source : EVEN Conseil - 2014



Carte de la trame Verte et Bleue communale, source : PLU en vigueur

Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement



**La commune ne compte pas de Zones Naturelles d'Intérêt Ecologiques, Faunistiques et Floristiques (ZNIEFF).**

Les sites les plus proches sont localisés à plus de 1 km :

- Plateau de Lussan et massifs boisés (1,3 km à l'Est) > ZNIEFF type II
- Montagne du Rouvergue et vallée de l'Avène (4,5 km au Nord) > ZNIEFF type I
- Serre du Mont Bouquet (4,6 km à l'Est) > ZNIEFF type I
- Rochers de St-Peyre et d'Aiguières (4,7 km à l'Est) > ZNIEFF type I
- Hautes vallées des Gardons (6 km à l'Ouest) > ZNIEFF type II

			<p>■ ZNIEFF de type 1    ■ ZNIEFF de type 2</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les massifs boisés principaux de la commune sont identifiés en EBC au PLU actuel
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune est soumise au <b>Plan de prévention des risques technologiques (PPRT)</b> lié aux installations de fabrication, d'emploi et de stockages de substances

			toxiques et très toxiques, solides, liquides et gazeuses exploitées par les sociétés RHODIA OPERATIONS et AXENS présentes sur la commune. Il a été approuvé le 11 août 2014 par arrêté préfectoral. <b>Les secteurs liés à la modification (évolution de zonage – ER) ne sont pas concernés par le PPRT.</b>
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<b>La commune est soumise au Plan de prévention du risque d'inondation (PPRI) du Gardon,</b> approuvé le 9 novembre 2010. <b>Les secteurs liés à la modification (évolution de zonage – ER) ne sont pas concernés par le PPRI.</b>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Des entreprises ICPE sont identifiés sur le territoire sans application de périmètre de servitude
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :</b>			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas de site natura 2000 sur la commune

D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Modification du zonage et des ER non concerné par la TVB
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.



l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier			
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b>			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			

<b>6. Auto-évaluation</b>
<p>L'auto-évaluation doit <b>identifier</b> les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et <b>expliquer</b> pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.</p> <p>Les objets de la modification du PLU sont :</p> <p><b>Modification du règlement écrit :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Evolution du règlement de la zone 2AUs afin d'autoriser les toitures terrasses et les toits à une pente pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</li> <li>• Evolution du règlement de la zone UD afin d'autoriser les toitures terrasses et les toits à une pente pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</li> <li>• Evolution du règlement de la zone 2AUs afin de retirer les obligations en terme de traitement des clôtures pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</li> <li>• Evolution du règlement de la zone UD afin de retirer les obligations en terme de traitement des clôtures pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</li> </ul> <p>Les modifications envisagées correspondent à des corrections de règlements pour faciliter les constructions liées aux services publics ainsi que pour les projets d'intérêts généraux.</p>

Par rapport aux impacts et incidences plus thématiques, la modification simplifiée n°4 du PLU

- n'engendre pas d'incidences supplémentaires sur les espaces naturels, agricoles et forestiers.
- ne porte pas atteinte au réseau Natura 2000.
- ne vise pas la suppression d'espaces agricoles, naturels et forestiers et ne porte pas atteinte aux habitats et espèces d'intérêt écologiques.
- n'engendre pas d'incidences supplémentaires sur les espèces protégées.
- ne porte pas atteinte aux différents éléments de la trame verte et bleue identifiés au PLU en vigueur.
- n'engendre pas d'incidences sur les zones humides.
- n'est pas concernée par des périmètres de protection de captage.
- ne vise pas d'augmentation des besoins en eau potable.
- ne remet pas en cause la compatibilité entre les besoins supplémentaires attendus au projet de PLU et les ressources disponibles.
- n'engendre pas d'incidences supplémentaires sur la qualité des eaux superficielles et souterraines.
- n'engendre pas d'augmentation des risques naturels et technologiques.
- n'est pas concernée par un site classé ou inscrit ou un monument historique
- n'engendre pas d'incidences négatives sur les prescriptions paysagères du SCoT et du PLU en vigueur.

**Ainsi, au vu de l'ensemble des éléments cités ci-avant, le projet de modification ne nécessite pas d'évaluation environnementale.**

## 7. Autres procédures consultatives

### 7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Consultation en cours

### 7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

### 7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui

☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comportant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés) → <b>Notice et plan de zonage joint</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <i>rubrique 2.5</i> ) - → <b>Extrait graphique Avant-Après des modifications au sein de la notice</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <i>rubrique 6</i> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i> → <b>PLU opposable disponible sur le Géoportail de l'Urbanisme</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	SALINDRES	le,	22/09/2023
Nom	MALACHANNE	Prénom	ETIENNE
Qualité	MAIRE DE SALINDRES		
Signature			

## Annexe II

